

ALLEMAGNE : FICHE PAYS – FEVRIER 2026



Catégorie OCDE (2025) : Non classé

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AAA (stable) / Aaa (stable) / AAA (stable)

Change : Euro (EUR)

FORCES

- Fiscalité des entreprises attractive
- Marché du travail solide
- Marges budgétaires
- Politique de stimulation des investissements
- Développement rapide des énergies renouvelables

FAIBLESSES

- Perte de compétitivité sur les marchés internationaux
- Dépendance au commerce extérieur
- Contraintes de production dans l'industrie

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : neutre

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : L'industrie, cœur de l'économie allemande, est confrontée à un déclin de sa compétitivité dans un contexte où l'environnement international est moins favorable. Toutefois, les multiples mesures prises par le gouvernement depuis mars 2025 pourraient lui redonner un peu de souffle. Le plan d'investissement en infrastructure sera un soutien majeur à la croissance dans les années à venir. Par ailleurs, les revenus réels des ménages devraient afficher une nette progression cette année. Ainsi, la croissance en 2026 est attendue plus élevée qu'en 2025.
- Vulnérabilité des comptes publics : Malgré les crises sanitaire, énergétique et inflationniste, l'Allemagne continue d'afficher un niveau d'endettement public nettement plus faible qu'en moyenne en zone euro (63,5 % du PIB contre 87,2 % en 2024). Si les mesures budgétaires prises depuis mars 2025 creuseront le déficit public au cours des prochaines années, l'Allemagne devrait conserver des marges de manœuvre budgétaires confortables.
- Vulnérabilité extérieure : La montée en puissance de la concurrence chinoise et l'augmentation des tarifs douaniers par les États-Unis se sont traduits par une dégradation de l'excédent commercial en biens de l'Allemagne. La détérioration devrait se poursuivre en 2026.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le gouvernement formé par la CDU et le SPD repose sur une courte majorité, fragile, qui peut rendre difficile l'adoption de certaines réformes et alimenter le contexte d'incertitude.
- Climat des affaires : En Allemagne, l'environnement des affaires est favorable. Les institutions sont robustes, assurant le respect du droit des contrats et le marché intérieur devrait être un peu plus dynamique au cours des prochaines années.

Systeme bancaire :

- Vulnérabilité du secteur bancaire : Les banques allemandes restent en bonne santé avec des ratios de capital et de liquidité encore confortables.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : L'Allemagne s'est dotée d'objectifs climatiques plus ambitieux que l'UE. Elle mise notamment sur une électricité produite à 80 % par les EnR en 2030. Le Fonds pour le climat et la transformation financera l'hydrogène vert et la transition des bâtiments, des transports et de l'Industrie.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)			
Exportations		Importations	
1 États-Unis	10,4%	1 Chine	12,0%
2 France	7,4%	2 Pays-Bas	6,9%
3 Pays-Bas	7,0%	3 États-Unis	6,8%
4 Pologne	6,0%	4 Pologne	5,1%
5 Chine	5,8%	6 France	5,1%

Source : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Véhicules routiers	17,0%	1 Machines et appareils électriques	14,3%
2 Engins mécaniques, chaudière, réacteurs	16,1%	2 Engins mécaniques, chaudière, réacteurs	12,2%
3 Machines et appareils électriques	10,8%	3 Véhicules routiers	10,4%
4 Produits pharmaceutiques	7,3%	4 Produits énergétiques	8,2%
5 Instruments optiques et de mesure	5,1%	5 Produits pharmaceutiques	5,5%

Source : CNUCED



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

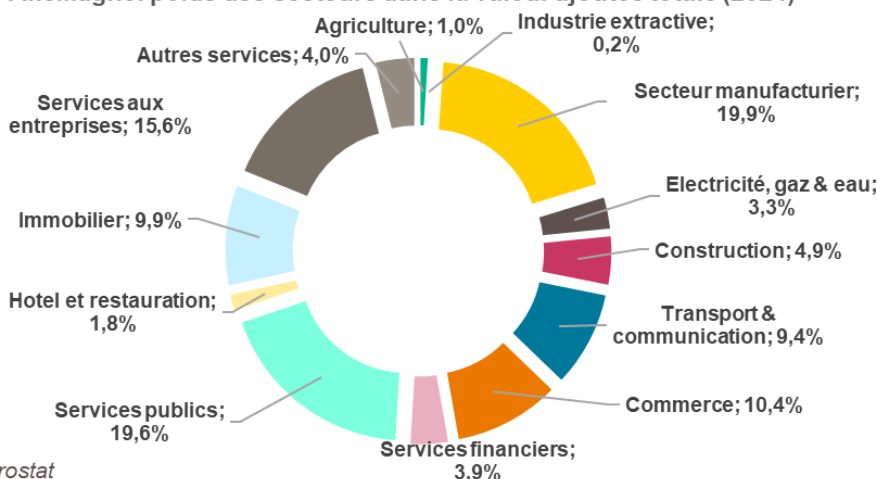
ALLEMAGNE	2022	2023	2024	2025(e/p)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	4 204	4 564	4 684	5 045	5 328	5 499
Rang PIB mondial	4	3	3	NA	NA	NA
Population (Mns)	82,5	83,3	83,5	83,5	83,8	83,8
Rang Population mondiale	19	19	19	NA	NA	NA
PIB / habitant (USD)	50 944	54 793	56 087	60 394	63 600	65 581
Croissance PIB (%)	1,8	-0,9	-0,5	0,2	0,9	1,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	8,7	6,0	2,5	2,3	1,8	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)	82,9	84,8	83,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	64,4	62,4	63,5	64,4	66,0	67,8
Solde public (% PIB)	-1,9	-2,5	-2,7	-2,4	-3,4	-4,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	1,5	2,1	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	3,8%	5,5%	5,6%	5,4%	5,1%	4,8%
IDE (% du PIB)	-1,5%	-0,6%	-0,7%	-1,0%	-1,3%	-1,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Dette extérieure totale (% PIB)	149%	144%	146%	148%	147%	146%
Dette extérieure CT (% PIB)	40%	35,0%	36,5%	NA	NA	NA
Taux de change	0,89	0,94	0,91	0,97	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	19,33	19,87	20,46	NA	NA	NA
Taux de NPL	1,0	1,54	1,77	NA	NA	NA
ROE	NA	NA	5,45	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	20	21	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	26	32	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	11	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	16	8	11	7	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions du FMI (WEO d'octobre 2025)

Estimations pour le PIB en Md\$, la population, le PIB/habitant, la croissance du PIB, l'inflation et le solde public. Prévisions du FMI pour les autres variables

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Allemagne: poids des secteurs dans la valeur ajoutée totale (2024)



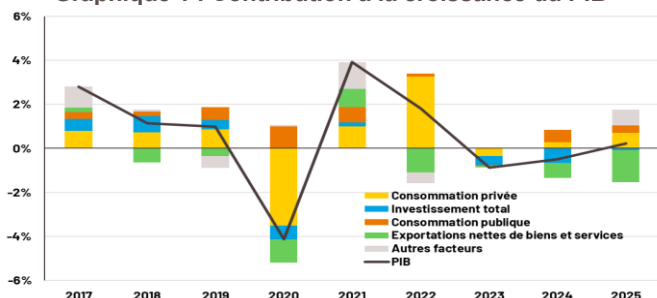
Source: Eurostat

1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une croissance pousive en 2025

L'activité allemande n'a progressé que très faiblement en 2025 après deux années de récession (+0,2 %¹, après -0,5 % en 2024 et -0,9 % en 2023). La croissance a été soutenue par une accélération de la consommation des ménages (53 % du PIB, +1,4 % après +0,5 % en 2024, cf. **graphique 1**) grâce à des salaires nominaux plus dynamiques que les prix à la consommation (+4,7 % en moyenne au T1-T3 2025 vs. la même période en 2024, contre une inflation moyenne de +2,3 % en 2025) et un reflux du taux d'épargne (+10,4 % en moyenne au T1-T3 2025, +11,2 % en moyenne à la même période en 2024). La hausse de la consommation s'est accompagnée d'un rebond des importations de biens et services (+3,6 % en 2025 après -0,6 % en 2024), alors que les exportations continuent de refluer (-0,3 % en 2025 après -2,1 % en 2024) pénalisées par le contexte international (cf. partie 3). L'investissement s'est de nouveau contracté (-0,5 %, après -3,3 % en 2024). Les difficultés persistantes dans l'industrie ont notamment pénalisé l'investissement en équipements (-2,3 %, après -5,4 % en 2024).

Graphique 1 : Contribution à la croissance du PIB



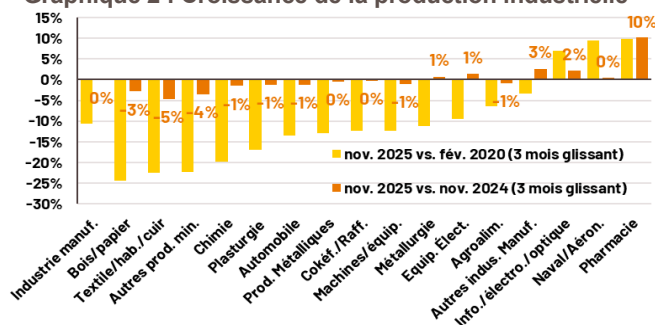
Source : Destatis, calculs Bpifrance

• Industrie : des signes d'éclaircie et des mesures pour contrer les difficultés

Le poids de l'industrie manufacturière dans le PIB a nettement reflué depuis la crise sanitaire, passant de 19,3 % en moyenne en 2019 à 17,6 % au T3 2025. En novembre, la production manufacturière était inférieure de 11 %² à son niveau pré-crise sanitaire (seuls trois secteurs affichent une production supérieure). Elle s'est toutefois stabilisée au cours des 12 derniers mois (cf. **graphique 2**). En outre, depuis fin 2024, le stock de commandes s'accroît (+4,5 % en sept.-nov. 2025 vs. la même période en 2024), porté par des nouvelles commandes domestiques et venant des pays de la zone euro. L'industrie allemande reste malgré tout confrontée à un déclin de sa compétitivité : les prix de l'énergie restent élevés (au S1 2025, le prix de l'électricité pour les gros

consommateurs non-résidentiels était supérieur de 11 % à la moyenne de l'UE), et le coût salarial unitaire³ nominal progresse plus rapidement qu'en moyenne en zone euro (+4,9 % en moyenne au T1-T3 2025 vs. la même période en 2024, contre 3,2 %) dans un contexte où les débouchés à l'international sont plus limités (concurrence chinoise, tarifs douaniers des États-Unis etc., cf. partie 3). Pour soutenir la compétitivité de son industrie, le gouvernement a adopté plusieurs dispositifs : le **budget 2026** prévoit l'instauration d'un prix de l'électricité subventionné pour les gros consommateurs à partir de janvier 2026 et jusqu'en 2028. En outre, le plan « **Wachstumsbooster** » adopté en juillet 2025 vise à stimuler l'investissement privé dès cette année (cf. infra), et prévoit à moyen terme une baisse du taux d'impôt sur les sociétés de 1 point par an sur 5 ans (à partir de 2028).

Graphique 2 : Croissance de la production industrielle



Source : Eurostat, calculs Bpifrance

• Les investissements publics seront un soutien majeur à la croissance en 2026

Deux réformes majeures ont été votées en mars 2025 pour augmenter les investissements publics. Une révision constitutionnelle modifie la règle du frein à l'endettement⁴ : les dépenses de défense excédant 1 % du PIB ne seront plus comptabilisées dans la limite du déficit structurel de l'Etat fédéral à 0,35% du PIB. Les Länder pourront aussi présenter un budget déficitaire (limité à 0,35 % du PIB). Ainsi, l'État prévoit de porter les dépenses militaires à 3,5 % du PIB en 2029 (1,9 % en 2024). De plus, un plan d'investissement adossé au Fond spécial pour les infrastructures et la neutralité climatique (SVIK), doté de 500 Md€ et d'une durée de vie de 12 ans (environ 1 point de PIB/an), est dédié à la rénovation des infrastructures, à la digitalisation et à la transition énergétique. **Le plan économique pour 2026**⁵ prévoit 40 Md€ d'investissements fédéraux additionnels cette année (hors investissements adossés au Fond pour le Climat et la Transformation, KTF, cf. partie 5), dont 22 Md€ pour les infrastructures de transport, 6 Md€ pour la digitalisation (amélioration des infrastructures de connexion et investissements dans la microélectronique) et 2 Md€ pour les infrastructures

¹ Estimation préliminaire diffusée le 15 janvier, non ajustée des effets de calendrier. Corrigée de ces effets, la croissance s'élève à +0,3 %. À date du 30 janvier, les données corrigées des effets de calendrier pour les composantes du PIB ne sont pas disponibles.

² Croissance cumulée en septembre-novembre 2025 par rapport à décembre 2019-février 2020.

³ Il mesure le coût salarial par unité de valeur ajoutée produite.

⁴ Si la réforme assouplit la règle du frein à l'endettement, celle-ci continue d'encadrer strictement le budget fédéral. Par ailleurs, les emprunts qui financent les dépenses de défense ne pourront pas être utilisés sur d'autres postes de dépense, comme l'indique le jugement de la cour constitutionnelle de novembre 2023.

⁵ Le plan économique pour 2025 n'a été adopté que tardivement (octobre 2025), avec une application rétroactive.



énergétiques. Toutefois, les effets macroéconomiques de ce plan pourraient être relativement limités en 2026. En cause, le risque notamment d'une faible « additionalité »⁶ des investissements (cf. Conseil Allemand des Experts Économiques, GCEE et l'Ifo). Cumulé à l'augmentation des dépenses de défense, le plan d'investissement pourrait ainsi stimuler la croissance du PIB à hauteur d'environ 0,4 point en 2026 et de +0,5 point en 2027, cf. Bundesbank, GCEE).

- **Des signaux d'une reprise de l'investissement privé mais des incertitudes subsistent**

Les indicateurs de court terme laissent entrevoir la possible reprise des investissements en biens d'équipement : net rebond des soldes d'opinion relatifs à la situation des carnets de commande⁷ et à l'évolution prévue de l'activité au prochain semestre⁸ chez les fabricants de biens d'équipement selon l'Ifo. De plus, le plan « Wachstumsbooster » viendrait en soutien, avec le dispositif d'amortissement accéléré pour les actifs fixes mobiliers⁹. L'investissement en R&D serait aussi soutenu par ce plan, qui prévoit l'élargissement de la prime pour les activités de R&D à partir du 1^{er} janvier. Du côté de l'investissement en construction, notamment des ménages, les signaux sont également positifs : le nombre de permis de construire accordés pour des logements est en hausse (+20 % sur un an en sept.-nov. 2025). Enfin, les plans d'investissement public auront probablement un effet d'entraînement sur l'investissement privé¹⁰ : par exemple, le gouvernement allemand espère que le fond « Deutschlandfonds » (doté de 30 Md€ de fonds propres publics et de garanties) s'accompagne d'une hausse de l'investissement privé de l'ordre de 100 Md€. Toutefois, l'ampleur de la reprise de l'investissement privé dépendra de celle des effets d'éviction, et de l'évolution des taux d'intérêt. Or plusieurs facteurs exercent une pression haussière : arrêt de la baisse des taux directeurs de la BCE dans un contexte où celle-ci poursuit la réduction de la taille de son bilan, dégradation des finances publiques (cf. Partie 2), taux souverains élevés aux États-Unis. Ainsi, le taux moyen des nouveaux crédits aux entreprises s'élevait encore à 3,3 % fin 2025 (contre 1,2 % en 2019).

- **En 2026, la consommation privée continuerait de soutenir la croissance**

Les indicateurs de court terme donnent des signaux plutôt positifs : le nombre de nouvelles immatriculations progresse (+6,6 % au T4 2025 sur un an) et le solde d'opinion GfK relatif aux intentions d'achat, en hausse depuis fin 2025, augmente fortement en janvier 2026. Durant l'année, le revenu disponible restera en soutien grâce à une revalorisation du salaire minimum (à 13,9 € de l'heure au 1^{er} janvier 2026, après 12,8 €) et à la

revalorisation des salaires nominaux négociés, puisque près de 10 millions de salariés seront concernés par une renégociation des conventions collectives en 2026 (dès le début de l'année dans plusieurs grands secteurs comme le secteur public des Länder, l'industrie chimique ou encore dans la distribution). En outre, la désinflation devrait se poursuivre : les estimations tablent sur une inflation totale comprise entre +1,8 % et +2,2 % en 2026. Les mesures budgétaires visant à abaisser le prix de l'énergie (suppression du prélèvement pour le stockage du gaz, financement partiel des redevances d'accès au réseau de transport d'électricité etc.) favoriseraient la baisse de l'inflation. Celle dans les services, quant à elle, resterait élevée, soutenue par la dynamique salariale. Finalement, les revenus nominaux progresseraient plus rapidement que les prix à la consommation (Bundesbank). Mais la transmission des gains de pouvoir d'achat à la consommation dépend du comportement d'épargne des ménages.

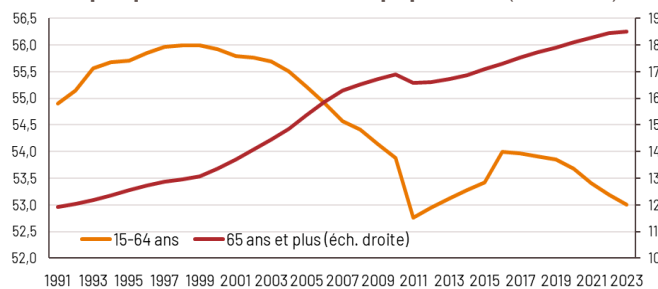
Finalement, la croissance du PIB allemand devrait accélérer en 2026. Mais l'ampleur de l'accélération est très incertaine, tributaire de l'impact incertain des plans d'investissement. Ainsi, les différents instituts tablent sur une croissance comprise entre +0,6 % et +1,3 %.

- **Un marché du travail qui doit faire face au vieillissement de la population**

Le taux de chômage reste bas mais progresse depuis début 2023 (3,8 % en novembre 2025 selon Eurostat contre 3,4 % un an auparavant). Début 2026, le baromètre de l'emploi de l'Ifo ne pointe pas vers une amélioration à court terme : depuis un an, l'indicateur fluctue autour d'un niveau inférieur d'environ 4 pts à sa moyenne de long terme. Mais le rebond attendu de l'activité en 2026 laisse anticiper un léger reflux du taux de chômage.

À long terme, la tendance est au déclin de la population active, à cause du vieillissement de la population (cf. **graphique 3**) : à l'horizon 2035, Destatis prévoit une baisse de la population en âge de travailler comprise entre 7 % et 11 %, ce qui pourrait accroître les tensions sur le marché du travail et freiner la croissance.

Graphique 3 : Évolution de la population (en millions)



Source : Eurostat

⁶ Risque qu'une partie des investissements prévus ne constitue pas un réel effort supplémentaire, mais serve à financer des projets déjà programmés dans le budget général, afin de dégager des marges budgétaires pour d'autres politiques publiques.

⁷ -3 en moyenne sur la période novembre 2025-janvier 2026 contre -13 un an auparavant et +2 en moyenne sur la période 2000-2025.

⁸ -5 en moyenne en novembre 2025-janvier 2026 contre -22 un an auparavant et +2 en moyenne sur la période 2000-2025.

⁹ Taux d'amortissement jusqu'à 30 % mis en place le 30 juin 2025 et effectif jusqu'au 1^{er} janvier 2028

¹⁰ Une estimation de l'effet d'entraînement du plan d'investissement en infrastructure a notamment été réalisée par DIW



• Un secteur bancaire résilient.

Le niveau de capitalisation des banques allemandes s'est légèrement amélioré sur un an. Les ratios CET1 et Tier 1 atteignent 17,4 % et 18,8 % au T3 2025¹¹. Le LCR (ratio de liquidité à court terme) et le NSFR (ratio de liquidité à long terme) se situent à 148,0 % et 122,1 %, respectant largement les accords de Bâle III. Enfin, le ratio des prêts non performants est quasi stable sur un an, à 1,8 % au T3 2025, contre 2,2 % pour la moyenne des pays de l'UE faisant partie du mécanisme de surveillance unique.

2. FINANCES PUBLIQUES

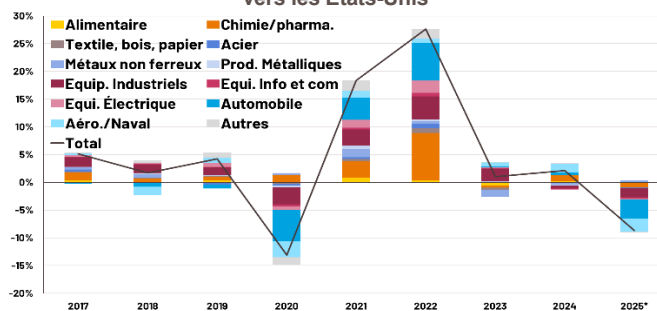
Le déficit public s'est établi à -2,4 % du PIB en 2025, après -2,7 % en 2024. L'analyse de Destatis sur le 1^{er} semestre 2025 explique cette réduction du déficit par une hausse des recettes (notamment issues de la TVA et des cotisations sociales) plus forte que celle des dépenses. En 2026, les mesures votées dans le budget, et la montée en charge des dépenses d'investissement (cf. supra) se traduiront par un creusement du déficit (prévisions comprises entre -3,1 % et -4,0 %) et en 2027 (-3,4 % et -4,0 %). Le ratio dette/PIB devrait donc prendre une trajectoire ascendante, et atteindre entre 65 % et 68 % à horizon 2027 (contre 63,5 % en 2024). Dans ce contexte, le taux souverain du *Bund* à 10 ans s'est accru et atteint 2,9 % en janvier 2026, (+33 points de base sur un an).

3. POSITION EXTERIEURE

L'excédent courant s'est replié au cours des trois premiers trimestres 2025 (+4,6 % du PIB après +6,2 % durant la même période en 2024) en raison de la dégradation de l'excédent commercial en biens (+4,3 % du PIB contre +6,0 % sur la même période en 2024). Cette dégradation s'explique d'abord par la baisse des exportations en valeur (-1,2 point de PIB sur les trois premiers trimestres 2025 vs. la même période en 2024) et dans une moindre mesure par la hausse des importations (+0,4 point). Si les exportations en valeur à destination de la zone euro (38 % des exportations allemandes) se sont accrues au cours des dix premiers mois de l'année 2025 (+3,5 % vs. la même période en 2024¹²), celles à destination de la Chine (6 % des exports allemands) et des États-Unis (10 %) ont nettement reflué (resp. -11,9 % et -7,9 %). La baisse des exportations vers la Chine témoigne d'une faible demande intérieure et d'une concurrence encore élevée des produits locaux. Sur le marché européen, la pression de la concurrence chinoise est partiellement atténuée par des barrières douanières instaurées par l'UE sur certains produits. Par exemple, l'instauration mi-2024 de barrières sur les véhicules électriques chinois a permis une substitution des importations par les produits allemands au sein de l'UE (cf. INSEE). Du côté des États-Unis, la

baisse des exportations s'explique par la hausse des tarifs douaniers. À date de décembre 2025, le taux effectif moyen estimé des droits de douanes appliqués aux produits allemands s'élèverait à 11,7 % (OCDE) contre un taux moyen observé en 2024 de 1,4 %. Le secteur des matériels de transport est le plus concerné par cette baisse des exportations (cf. **graphique 4**). En 2026, l'excédent commercial en biens (et la balance courante) devrait de nouveau se détériorer : la baisse de la compétitivité de l'industrie allemande s'avère structurelle, par ailleurs dans un contexte international qui ne laisse pas entrevoir d'amélioration, et pèserait encore sur les exportations. La consommation continuerait quant à elle de soutenir les importations.

Graphique 4 : Contribution à l'évolution des exportations de biens vers les États-Unis



Source : Eurostat, calculs Bpifrance

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

Fait rare dans l'histoire du Bundestag, l'élection du chancelier F. Merz, le 6 mai 2025, n'a été validée qu'à l'issue d'un second scrutin, révélant la fragilité de la coalition SPD-CDU, qui ne dispose que d'une majorité étroite (328 sièges sur 630). La révision constitutionnelle du frein à l'endettement n'a ainsi pu être votée qu'avec la composition de l'ancienne assemblée¹³. Si elle est parvenue à faire adopter les budgets 2025 et 2026, cette fragilité est réapparue en fin d'année avec une fronde de 18 jeunes conservateurs contre la réforme des retraites. A noter en outre que le parti d'extrême droite AfD (24 % des sièges) et celui de la gauche radicale Die Linke (10 %) disposent désormais d'une minorité bloquante.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Allemagne vise la neutralité carbone en 2045, avec des objectifs de réduction d'au moins 65 % des émissions d'ici 2030 (par rapport à 1990) et de 88 % en 2040. Elle mise sur une électricité produite à 80 % par des énergies renouvelables d'ici 2030 (contre 57,5 % en 2024, cf. **graphique 5**) et en quasi-totalité d'ici 2035. La nouvelle loi pour les énergies renouvelables (loi EEG) prévoit d'atteindre des capacités installées de panneaux solaires de 215 GW en 2030 (contre 99,3 GW à fin 2024) et de 115

¹¹ Chiffres pour les établissements bancaires de taille significative. Ces ratios sont également supérieurs au niveau minimum requis pour les établissements de taille plus modeste.

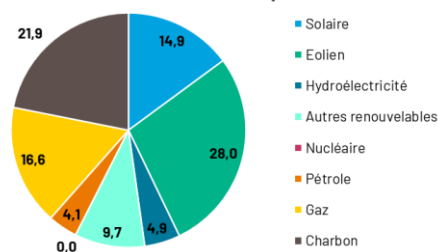
¹² Les exportations à destination des pays européens hors zone euro et des autres pays du monde (hors Chine et États-Unis) se sont également accrues.

¹³ Vote de la réforme constitutionnelle le 19 mars et entrée en fonction de la nouvelle assemblée le 25 mars



GW pour l'éolien terrestre (contre 63,5 GW)¹⁴. La réforme simplifie les procédures pour l'implantation des nouvelles capacités. Le Fond spécial pour le climat et la transformation (KTF) est doté de 211,8 Md€ pour financer la rénovation énergétique, la décarbonation de l'industrie et le développement des énergies renouvelables et de l'électromobilité (sur la période 2024-2027). 100 Md€ du Fond SVIK seront alloués au KTF (environ 10 Md€ par an).

Graphique 5 : Production d'électricité par source en 2024, en %



Source: Global and European Electricity review (Ember 2025)

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi

Responsable /Global trends, Pays développés, pétrole

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, Europe, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

¹⁴ La Loi EEG a été amendée fin janvier 2025, mais les objectifs en termes de capacités installées des énergies renouvelables à horizon 2030 sont maintenus.